Perspectives

N°23/148 – 16 mai 2023

ROYAUME-UNI – Conjoncture

Le PIB croît de 0,1% au T1-2023

- Le PIB a crû de 0,1% au premier trimestre 2023 en variation trimestrielle**, selon l'estimation préliminaire de l'ONS, après 0,1% au quatrième trimestre (chiffre révisé à la hausse depuis zéro dans l'estimation précédente). La croissance déçoit légèrement par rapport à notre prévision (0,2%) mais apparaît en ligne avec celle de la *Bank of England* publiée à l'occasion de sa réunion de politique monétaire de la semaine dernière. Le PIB s'est contracté de 0,3% au mois de mars après une progression de 0,5% en janvier et une croissance nulle en février. Des mouvements sociaux contre le coût de la vie ont eu lieu dans de nombreux secteurs, mais l'ONS indique ne pas avoir été en mesure d'estimer l'impact isolé des grèves sur l'activité des autres facteurs pesant sur l'économie.
- Le PIB britannique se situe 0,5% sous son niveau d'avant-Covid (T4-2019)**, ce qui demeure la pire performance du G7 depuis la pandémie, surtout comparativement aux États-Unis, où le PIB est 5,3% au-dessus du niveau pré-Covid, mais aussi l'Italie (2,4%) et la France (1,3%). Il enregistre une croissance moyenne de 0,1% au cours des quatre derniers trimestres. En variation sur un an, sa progression n'est que de 0,2% et ralentit pour le quatrième trimestre consécutif.
- La croissance trimestrielle a été pénalisée par les dépenses de consommation.** La consommation des ménages a enregistré une croissance nulle sur le trimestre sur fond de baisse continue des revenus réels. Elle s'inscrit en ralentissement par rapport au quatrième trimestre lorsqu'elle avait progressé de 0,2%. La consommation publique s'est contractée de 2,5% après une hausse de 0,5% au T4-2022 en raison de baisses enregistrées dans l'administration publique, la défense, l'éducation et la santé. Les dépenses de consommation soustraient 0,5 point de pourcentage (pp) au taux de croissance trimestriel du PIB.
- En revanche, l'investissement surprend positivement.** La formation brute de capital fixe progresse de 1,3% sur le trimestre et apporte 0,2 pp à la croissance, soutenue par l'investissement productif et par l'investissement public. L'investissement productif rebondit de 0,7% après une contraction de 0,2% le trimestre précédent. Il demeure toutefois encore en deçà de son niveau pré-Covid (-1,4%). L'investissement public est resté très dynamique, en hausse de 9,7% sur le trimestre après un rebond de 8,3% au T4-2022. L'investissement immobilier s'est replié pour le deuxième trimestre consécutif, de 2,2% après -1,9% au T4-2022, ce qui n'est en soi pas une surprise étant donné le ralentissement en cours dans le marché immobilier sur fond de hausses des taux d'intérêt.
- Pour le deuxième trimestre consécutif, le commerce extérieur contribue négativement à la croissance** (-0,3 pp, après -0,4pp au T4-2022), les exportations (-8,1%) chutant plus fortement que les importations (-7,2%). Enfin, les variations de stocks ont également pesé sur le taux de croissance avec une contribution de -1,2 point.
- En termes de production, chacun des trois secteurs principaux a enregistré un rebond sur le trimestre :** 0,1% pour les services et l'industrie, 0,7% pour la construction. Au sein des services, la performance a été très hétérogène selon les secteurs. La plus forte contribution positive a été apportée par le secteur de l'information et de la communication, qui a crû de 1,2%, suivi par les services administratifs, qui ont rebondi de 1,3% sur le trimestre. En même temps, les services de l'éducation, de la santé, de l'administration publique et de la défense et des transports ont contribué négativement à la croissance.
- L'activité dans l'industrie a augmenté de 0,1% sur le trimestre, ce qui représente son premier rebond depuis le T2-2021.** Il s'explique principalement par une hausse de 0,5% de la production du secteur manufacturier. Le secteur de l'extraction minière et pétrolière a chuté de 5% sur le trimestre. Il s'agit du quatrième trimestre consécutif de repli. Le secteur de l'électricité, du gaz et de l'eau enregistre une croissance nulle sur le trimestre ce qui, selon l'ONS, s'expliquerait par une météo relativement douce au mois de février. Enfin, la croissance de l'activité dans la construction (+0,7%) est due à une hausse des activités de travaux et de maintenance (+4,9%), partiellement compensée par une chute des nouveaux chantiers (-1,9%).

- Le PIB a évité la récession cet hiver grâce à une croissance relativement soutenue de la demande intérieure tandis que le commerce extérieur a pesé sur la croissance.** La demande intérieure a crû de 0,5% au T4-2022 et de 0,4% au T1-2023. Si les dépenses publiques (notamment l'investissement) sont restées un moteur solide de la croissance, la consommation privée a également surpris positivement. Elle a pu résister grâce au dynamisme du marché du travail ainsi qu'au soutien financier de l'État. Les aides du gouvernement mises en place pour protéger les ménages de la crise énergétique ont sans doute permis aux ménages les plus pauvres de traverser cet hiver sans rogner trop dans leurs dépenses.
- L'acquis de croissance laissé pour l'année en cours s'élève à 0,2%, ce qui n'a pas d'implication pour notre prévision de croissance moyenne annuelle de 0,6%.** La baisse des prix du gaz suggère que le pire de la crise énergétique devrait être derrière nous, d'autant plus que le gouvernement a prolongé le plafonnement des prix de l'énergie jusqu'à fin juin. Le taux d'inflation des prix à la consommation devrait reculer fortement à partir d'avril grâce à des effets de base, allégeant la pression sur les revenus réels. Pour cette raison, nous anticipons une accélération de la consommation des ménages au deuxième trimestre (à +0,3%) et du taux de croissance du PIB. Le rebond récent de la confiance du consommateur, depuis des niveaux très bas, tend à conforter notre hypothèse. Le marché du travail, au plein emploi et toujours très dynamique, reste le principal facteur de soutien de la consommation privée. En revanche, nous tablons sur un ralentissement de l'activité au second semestre en raison de l'impact du resserrement monétaire sur la demande intérieure mais aussi de l'anticipation d'une détérioration des perspectives extérieures, notamment aux États-Unis.

Sources : ONS, Crédit Agricole S.A.

Sources : ONS, Crédit Agricole S.A.

Sources : ONS, Crédit Agricole S.A.

Sources : ONS, Crédit Agricole S.A.

Royaume-Uni : panorama conjoncturel mensuel

Sources : ONS, Crédit Agricole S.A.

Sources : ONS, Crédit Agricole S.A.

Sources : ONS, Crédit Agricole S.A.

Sources : GFK, Crédit Agricole S.A.

Sources : IHS Markit, Crédit Agricole S.A.

Sources : IHS Markit, Crédit Agricole S.A.

Consultez nos dernières parutions en accès libre sur Internet

Date	Titre	Thème
15/05/2023	<u>Parole de banques centrales – La BOE augmente ses taux de 25 pdb à 4,5% et révisé fortement ses prévisions</u>	Royaume-Uni
12/05/2023	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
12/05/2023	<u>Les nouvelles dépendances</u>	Europe
11/05/2023	<u>Brésil – « Patience et sérénité »</u>	Brésil
10/05/2023	<u>Asie – Conjuguer développement et transition écologique</u>	Asie
10/05/2023	<u>Italie – La "botte" crée la surprise au T1-2023</u>	Italie
09/05/2023	<u>Parole de banques centrales – Réserve fédérale : pause possible en juin, mais sans garantie</u>	États-Unis
05/05/2023	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
04/05/2023	<u>L'indésirable blé ukrainien</u>	Ukraine
04/05/2023	<u>Brésil – Vers un nouveau cadre budgétaire</u>	Brésil
03/05/2023	<u>Soudan – L'instabilité politique, un frein à l'économie</u>	Afrique sub-saharienne
02/05/2023	<u>Chine-États-Unis – Les promesses non tenues de l'accord commercial</u>	Asie, Amérique du Nord
02/05/2023	<u>PRISME – L'analyse de la conjoncture et de l'actualité agricole et agroalimentaire du Crédit Agricole</u>	Agri-Agroalimentaire
28/04/2023	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
28/04/2023	<u>France – Conjoncture – Flash PIB : la croissance atteint 0,2% au T1 2023</u>	France
28/04/2023	<u>News géoéconomiques</u>	Géoéconomie
27/04/2023	<u>Italie – Scénario 2023-2024 : 2023, l'année du ralentissement</u>	Italie
27/04/2023	<u>L'indispensable politique étrangère des entreprises</u>	Monde
26/04/2023	<u>Chine – Les paradoxes de la reprise chinoise</u>	Asie
26/04/2023	<u>Italie – Le bon élève mais pauvre, une consolidation qui ne dit pas son nom</u>	Italie
25/04/2023	<u>Amérique latine – Un peu de prévision, un peu de prospective</u>	Amérique latine
24/04/2023	<u>Espagne – Scénario 2023-2024 : le retour de la croissance molle</u>	Zone euro
21/04/2023	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
21/04/2023	<u>Royaume-Uni – Scénario 2023-2024 : la récession évitée, l'inflation persiste</u>	Royaume-Uni

Crédit Agricole S.A. — Direction des Études Économiques

12 place des États-Unis – 92127 Montrouge Cedex

Directeur de la Publication : Isabelle Job-Bazille

Rédacteur en chef : Armelle Sarda

Documentation : Dominique Petit - **Statistiques** : DataLab ECO

Secrétariat de rédaction : Véronique Champion

Contact: publication.eco@credit-agricole-sa.fr

Consultez les Études Économiques et abonnez-vous gratuitement à nos publications sur :

Internet : <https://etudes-economiques.credit-agricole.com>

iPad : application **Études ECO** disponible sur App store

Android : application **Études ECO** disponible sur Google Play

Cette publication reflète l'opinion de Crédit Agricole S.A. à la date de sa publication, sauf mention contraire (contributeurs extérieurs). Cette opinion est susceptible d'être modifiée à tout moment sans notification. Elle est réalisée à titre purement informatif. Ni l'information contenue, ni les analyses qui y sont exprimées ne constituent en aucune façon une offre de vente ou une sollicitation commerciale et ne sauraient engager la responsabilité du Crédit Agricole S.A. ou de l'une de ses filiales ou d'une Caisse Régionale. Crédit Agricole S.A. ne garantit ni l'exactitude, ni l'exhaustivité de ces opinions comme des sources d'informations à partir desquelles elles ont été obtenues, bien que ces sources d'informations soient réputées fiables. Ni Crédit Agricole S.A., ni une de ses filiales ou une Caisse Régionale, ne sauraient donc engager sa responsabilité au titre de la divulgation ou de l'utilisation des informations contenues dans cette publication.